

Les programmes des candidats

PRÉSIDENTIELLE

Candidats classés selon le tirage au sort du Conseil constitutionnel



Olivier Besancenot
LCR



Marie-George Buffet
PCF



Gérard Schivardi
(Soutenu par le Parti des Travailleurs)



François Bayrou
UDF



José Bové
Unis avec Bové



Dominique Voynet
Les Verts

EMPLOI



- Smic à 1 500 € net
- Tous salaires : + 300 €
- Interdiction des licenciements
- CDI : unique forme de contrat de travail
- 32 heures hebdomadaires

- Smic à 1 500 € net à terme
- Application des 35 heures, 32 heures à terme
- Abrogation du CNE
- Droit à l'emploi

- Favoriser le CDI, combattre les CDD et le temps partiel
- Implication des entreprises dans l'apprentissage professionnel

- Prime de 35% pour les heures supplémentaires
- Embauche de 2 CDI dont les charges seront limitées à 10%
- « Small business act »
- Assouplissement des 35 heures

- Smic à 1 500 € net
- Abrogation du CNE
- 32 heures hebdomadaires à terme
- Rémunération des stages
- CDI : unique forme de contrat de travail

- Smic à 1 500 € net
- Extension des 35 heures aux PME

RETRAITE



- Abrogation des réformes Balladur et Fillon
- Maintien des régimes spéciaux
- Retraite à 60 ans à taux plein
- Aucune pension inférieure au Smic

- Retraite à taux plein à 60 ans
- Développement du système de retraite par répartition
- Pas de retraite en dessous du Smic

- 37,5 ans de cotisations pour tous
- Maintien des régimes spéciaux
- Retraites financées par l'annulation des exonérations de cotisations patronales

- Mise en œuvre pour tous d'une retraite à la carte, par points
- Retraite minimale égale à 90 % du SMIC dans 5 ans
- Réforme des régimes spéciaux

- Retraite à taux plein à 60 ans
- Pas de retraite en dessous du Smic

- 1 million de logements sociaux sur 5 ans
- Renforcer la loi SRU
- « Droit au logement »
- Développer le logement écologique

LOGEMENT



- Service public du logement
- Régulation des logements vides
- Bloquer l'augmentation des loyers

- 600 000 logements HLM en 5 ans
- Interdiction des ventes à la découpe, des saisies, des coupures d'eau, gaz, électricité
- Service public décentralisé du logement

- État responsable du « droit au logement »
- Réhabilitation des HLM et construction de HLM neuves
- Interdiction des expulsions locatives

- 25% des surfaces immobilières pour les logements sociaux
- 20 000 logements « ultra-sociaux » par an
- Renforcement du prêt à taux zéro

- « Droit au logement opposable »
- Taxes sur la spéculation immobilière
- 600 000 logements sociaux en 5 ans

POUVOIR D'ACHAT



- Suppression de la TVA
- Tous minima sociaux : + 300 €
- Réduction du temps de travail sans perte de salaire

- Fin du gel des salaires
- Système public de l'épargne
- Chômage : revalorisation du taux et de la durée d'indemnisation
- Tous minima sociaux : + 300 €

- Prime de 35% pour les heures supplémentaires
- Encourager la participation dans les entreprises
- Remplacement des minima sociaux par une allocation unique

- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité
- Augmentation des minima sociaux de 300 €

- Prime pour les temps partiels inférieurs à 20 heures par semaine
- Contrats à mi-temps payés 66% du Smic

ENVIRONNEMENT



- Interdiction des OGM
- Gratuité des transports publics
- Sortie du nucléaire
- Développement des énergies propres

- Moratoire sur les OGM
- Pôle public de l'énergie (EDF, Gaz de France, Areva, Total...)
- Nucléaire propre, durable et public
- Développement des énergies propres

- Lutte contre la désertification des campagnes
- Lutte contre la privatisation de la gestion de l'eau (directives européennes)

- N°2 du gouvernement chargé de l'écologie
- Normes de construction
- Agriculture : diminution des pesticides, aide aux nouvelles technologies
- Taxe carbone
- Moratoire sur les OGM

- Interdiction des OGM
- Gratuité des transports publics
- Sortie du nucléaire
- Gestion publique de l'eau et des déchets
- Organisation mondiale de l'environnement

- Abandon du nucléaire et réduction par 4 des gaz à effet de serre d'ici 2030
- Interdiction des OGM
- Plan d'urgence pour les transports

SÉCURITÉ



- Interdiction des polices municipales
- Suppression des BAC
- Développement massif des peines alternatives
- Légalisation du cannabis

- Retour d'une police de proximité
- Abrogation des lois Perben et Sarkozy
- Développement de la prévention par l'action sociale

- Maintien de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants
- Maintien du maire dans son rôle de simple élu

- « Police fidélisée »
- Création d'établissements d'autorité civique pour les jeunes délinquants

- Interdiction des polices municipales et privées
- Importance de la prévention et de la déontologie dans la formation des forces de l'ordre
- Police de proximité

- Abrogation des lois sur la délinquance
- Suppression des centres pour mineurs
- Suppression des polices municipales
- Dépenalisation des drogues

IMMIGRATION



- Régularisation de tous les sans-papiers
- Droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections pour les étrangers
- Accès des étrangers à la fonction publique

- Régularisation des sans-papiers
- Lutte contre les discriminations : grande cause nationale
- Droit de vote pour les immigrés à toutes les élections

- Égalité des droits sociaux pour les Français et les immigrés
- Refus de la libre circulation des personnes (concurrence des travailleurs)

- Ministère de l'Immigration
- Favoriser le développement de l'Afrique pour stopper l'incitation à l'immigration

- Abrogation des lois Sarkozy
- Régularisation des sans-papiers
- Droit de vote pour les étrangers aux élections locales et européennes

- Régularisation de tous les sans-papiers
- Droit de vote pour les résidents étrangers

EUROPE



- Nouvelle Constitution soumise à référendum
- Abrogation de l'espace Schengen
- Création de services publics européens
- BCE soumise au législatif

- Moins de pouvoirs pour la Commission au profit du Parlement
- Fin du pacte de stabilité
- Nouveau traité européen soumis à référendum

- Rupture avec le traité de Maastricht et la libéralisation de l'économie
- Retour à la souveraineté nationale

- Nouveau traité constitutionnel soumis à référendum
- Nouvelle PAC
- Mise en commun des forces de défense
- Politique économique européenne

- Retrait du pacte de stabilité
- Droit du peuple à refuser une loi
- Refonder l'Europe sur de nouvelles bases
- Normes sociales européennes

- Adhésion de la Turquie
- Harmonisation de la fiscalité
- Réforme de la PAC
- BCE soumise au pouvoir exécutif

ÉDUCATION



- Gratuité des études
- Nationalisation des écoles privées
- Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans
- Application stricte de la carte scolaire

- Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans
- Recrutement de 150 000 enseignants
- Budgets de la Recherche multipliés par 2 et de l'Éducation nationale à 7% du PIB

- Maintien des écoles de moins de 4 classes et réouverture des collèges de moins de 300 élèves
- Abrogation de lois « anti-laïques »

- Garantir les moyens de l'Éducation nationale
- Service civique obligatoire de 6 mois
- Augmentation de la dépense par étudiant
- Classes d'excellence partout en France

- Possibilité de scolarisation dès 2 ans
- Gratuité de l'éducation de la maternelle à l'université
- Plan de recrutement d'enseignants et de lutte contre l'échec

- Restauration des locaux et hausse du financement des universités
- Allocation d'autonomie pour les 18-25 ans

JUSTICE



- Collégialité des juges
- Priorité aux victimes
- Suppression de la « comparution immédiate »
- Amnistie des émeutiers de nov. 2005 et du CPE

- Présence d'un avocat dès la première heure
- Peines de prison accompagnées d'un projet de réinsertion
- Loi cadre contre les violences faites aux femmes

- Augmentation du nombre de juges et des moyens de la justice
- Droit pénal : souveraineté française par rapport à l'UE

- TIG comme alternative à l'incarcération des mineurs
- Garde des Sceaux indépendant du gouvernement
- Doublement du budget de la Justice en 10 ans

- Limitation de la « comparution immédiate » et de la détention préventive
- Modification du Conseil Supérieur de la Magistrature

- Lutte contre la surpopulation carcérale par des peines alternatives

SANTÉ



- Remboursement intégral des soins
- Remboursement total de tous médicaments

- Dépenses prises en charge à 100%
- Abrogation de la réforme Douste-Blazy

- Abrogation de la réforme Douste-Blazy

- Régionalisation du système de soins
- Création de maisons médicales pour assurer les permanences
- Implication du médecin traitant dans la prévention

- Dépenses prises en charge à 100%
- Droit à l'avortement libre et gratuit
- Abrogation des précédentes réformes

- Système de soins financé par tous les revenus

IMPÔTS INSTITUTIONS



- Augmentation du nombre de tranches (impôt sur le revenu)
- Taxation lourde sur le capital et les bénéfices
- Proportionnelle intégrale à l'Assemblée, suppression du Sénat

- Réduction des impôts indirects et augmentation des impôts progressifs
- Patrimoines supérieurs à 1,2 million : ISF x 3
- Assemblée constituante pour changer de république

- Nationalisation des secteurs clés de l'industrie et de l'économie
- Interdiction des délocalisations et des licenciements
- Abrogation des lois de décentralisation

- ISF remplacé par un impôt sur le patrimoine
- Pas d'impôts sur les successions inférieures à 200 000 €
- Création d'une CSG locale
- Proportionnelle à l'Assemblée, réforme du Sénat

- Fin des exonérations fiscales aux entreprises
- Revalorisation de l'impôt sur les patrimoines importants, les entreprises, la publicité...
- Nouvelle constitution, pouvoir parlementaire

- Suppression du bouclier fiscal
- Proportionnelle à toutes les élections
- Sénat transformé en Chambre des Régions
- Accentuation de la décentralisation

PRÉSIDENTIELLE



Philippe de Villiers
MPF



Ségolène Royal
PS



Frédéric Nihous
Chasse, pêche, nature et traditions



Jean-Marie Le Pen
FN



Arlette Laguiller
Lutte Ouvrière



Nicolas Sarkozy
UMP

EMPLOI



RETRAITE



LOGEMENT



POUVOIR D'ACHAT



ENVIRONNEMENT



SÉCURITÉ



IMMIGRATION



EUROPE



ÉDUCATION



JUSTICE



SANTÉ



IMPÔTS INSTITUTIONS



- Abrogation des **35 heures**
- Suppression du monopole de l'**ANPE**
- Radiation** des chômeurs refusant plus de 2 offres
- « **Priorité citoyenne** » à l'embauche

- Libéralisation de l'**âge de la retraite**
- Fin des **régimes spéciaux**, harmonisation public-privé
- Épargne salariale** obligatoire
- Quotient familial**

- Prêt à taux zéro** pour l'accession à la propriété d'un logement social
- « **Priorité citoyenne** » au logement

- RMI** soumis à une participation à une activité sociale, associative ou humanitaire
- Revenu parental d'éducation** (1 000 € net)

- OGM** : principe de précaution
- Principe du « **pollueur-payeur** »
- Aides fiscales pour les **investissements écologiques**

- Suppression de l'**ordonnance de 1945** sur les mineurs délinquants
- Référendum sur la **peine de mort**
- « **Peine certaine** » pour les **petits délits**

- Réforme du **droit du sol**
- Fin du **regroupement familial**
- Rétablissement de la **double peine**
- Expulsion des **sans-papiers**

- Arrêt des négociations avec la **Turquie**
- Contrôle politique sur la **BCE**
- Baisse unilatérale de la TVA sur la **restauration**
- Tarifs douaniers renforcés** aux frontières de l'UE

- Suppression de la **carte scolaire**
- Uniforme** à l'école
- Suspension des **allocations** aux parents d'enfants sanctionnés
- Réhabiliter le **travail manuel**

- Dissolution des **syndicats de magistrats**
- Création de 20 000 places de **prison**
- Sanctions réduites pour les **petits délits routiers**
- Retour de la **double peine**

- Encourager l'installation en **zone rurale**
- Développer les **hôpitaux de proximité** pour garantir l'égalité des offres de soins

- Baisse des **charges** de 50% pour les **PME-PMI**
- Charges sociales remplacées par une **TVA** sur les **produits étrangers**
- Taux d'imposition** maximum : 33%
- Proportionnelle à l'Assemblée

- 500 000 emplois « **tremplins jeunes** »
- Consolidation des **35 heures**
- Smic** à 1 500 € brut d'ici 2012
- Suppression du **CNE**

- Augmentation de 5% des **petites retraites**
- Palement** au 1^{er} jour de chaque mois

- Augmenter les **allocations logement** (ménages modestes)
- « **Service public** de la **caution** »
- 120 000 **logements sociaux** locatifs par an
- Extension du **prêt à taux zéro**

- Petites retraites** et alloc. handicapés : +5%
- Allocation de rentrée scolaire** : x 2
- Limitation à 25% du montant des **dépenses de logement** (ménages modestes)

- Programme d'**isolation** dans l'habitat ancien
- Vice-Premier ministre de l'**Écologie**
- Création d'une **éco-redevance**
- Baisse de la TVA pour les **éco-industries**

- Centres éducatifs** avec encadrement militaire
- Suppression des **peines de prison** pour les mineurs
- Relance des **TIG**

- Visas** permettant allers et retours pendant plusieurs années
- Critère de **régularisation** : règle des 10 ans
- Régularisation conditionnée des **sans-papiers**

- Gouvernement de la **zone euro**
- Référendum sur l'entrée de la **Turquie** et sur un **traité institutionnel**
- Dimension européenne de la **défense**

- Service civique** obligatoire
- 17 élèves max. dans les CP et CE1 de **ZEP**
- Revision de la **carte scolaire**
- Soutien scolaire** gratuit
- Scolarisation** obligatoire dès 3 ans

- Justice : **budget x2**
- Dépôt de plainte** sur internet
- Recrutement** de juges d'enfants et d'éducateurs
- Avocat** dès la première heure de garde à vue

- Renforcement de la **recherche** sur les maladies graves
- Carte « **santé-jeunes** » pour les 16-25 ans
- Création de **dispensaires** dans les zones rurales

- Moduler le taux d'**imposition** sur les **sociétés** en fonction de l'allocation des bénéfices
- Dose de **proportionnalité** à l'Assemblée, non-cumul des mandats

- Modification des **35 heures** (flexibilité)
- Aides à l'embauche** pour les PME et les artisans
- Zones franches** pour les aires rurales en déclin

- Revalorisation de la **retraite des agriculteurs**
- Création d'emplois communaux d'accompagnement pour les **personnes âgées**

- Politique du logement en collaboration avec les **communes**

- Interdiction des **OGM**
- Dates de **chasse** fixées par les États
- Développer les **énergies renouvelables**
- Développer le **transport fluvial**

- Empêcher les fermetures de commissariats et de gendarmeries dans les **zones rurales**
- Police de proximité**

- Nouveau traité** et nouvelles adhésions soumis à **référendum**
- Refus de l'entrée de la **Turquie**
- Limiter le pouvoir de la **BCE**

- Favoriser l'**histoire** et les **langues régionales**
- Parc informatique** équitable sur tout le pays
- Favoriser les **stages** en entreprises et l'**enseignement professionnel**

- Garantir un **règlement rapide** des dommages

- Service public hospitalier** sur tout le territoire
- Développement de l'**aide à domicile**
- Structures de **proximité** et de **taille réduite**

- Baisse de la TVA sur la **restauration**
- Alléger les **charges** des entreprises pendant les premières années d'exploitation
- Poursuite de la **décentralisation**

- Préférence nationale**
- Remplacement des **35 heures** (durée de travail au choix)
- Âge légal de la retraite porté à **65 ans**
- Encourager la **multi-activité**

- Harmonisation progressive des différents **régimes** de base
- Réforme des **régimes spéciaux**
- Mise en place des **fonds de pension**

- Préférence nationale** (logements sociaux, accès à la propriété...)
- Revalorisation des PEL
- Garantie contre les **impayés** pour les propriétaires
- « **Contrôle technique** » pour toute location

- Prise en charge par l'État de 200 euros de **cotisations salariales** jusqu'à 1,4 Smic
- Revenu parental** équivalent au Smic

- Maintenir l'effort de production d'énergie **nucléaire**
- Favoriser la **recherche** sur les énergies nouvelles
- Favoriser l'utilisation de **carburants bio**

- Expulsion** des étrangers multirécidivistes
- Responsabilité des **parents** des mineurs délinquants
- Suppression des **remises de peines** systématiques

- Réduction à 3 ans de la durée de la **carte de séjour**
- Suppression du « **droit du sol** »
- Rétablissement de la **double peine**
- Expulsion des **sans-papiers**

- Retour aux **frontières** internes
- « **Europe de la coopération** » des États et des entreprises
- Préférence communautaire**
- Europe des **États souverains**

- Bourses** au mérite
- Suppression de la **carte scolaire**
- Sanctionner financièrement** les parents des élèves perturbateurs
- Création d'un **chèque scolaire**

- Modification de l'**ordonnance de 1945** sur les mineurs délinquants
- Recrutement** de 5 000 magistrats
- Rétablissement de la **peine de mort**

- Meilleur **remboursement** des soins indispensables
- Plan anti-**fraude**
- Initiatives fiscales pour le maintien des **médecins** en zone rurale
- Interdiction du **clonage**

- Quatre **impôts** sur le **revenu** (0, 10, 15 et 20%)
- ISF** : exonération de la résidence principale
- Proportionnelle** à toutes les élections
- Président élu** pour 7 ans

- Tous **salaires** : + 300 €
- Suppression** des contrats provisoires, du CNE, du temps partiel imposé
- Interdiction des **licenciements collectifs**
- Contrôle des **entreprises** par les travailleurs

- Toutes les **retraites** : + 300 €
- 37,5 ans de cotisations** pour tous
- Alignement des retraites privées sur les **régimes spéciaux**

- 2 millions de **logements sociaux** en 2 ans
- Création d'un **service public** du logement
- Régulations** de terrains pour la construction de logements sociaux

- Suppression de la **TVA** et de la taxe sur les carburants
- Baisse des loyers** à leur niveau d'il y a 5 ans

- Hausse des **impôts** sur les **bénéfices** des industries des plus polluantes
- Gratuité des **transports en commun**

- Lutte contre la **précarité** (cause de l'insécurité)

- Régularisation des **immigrés clandestins** qui travaillent

- Liberté** de circulation et d'installation des personnes dans l'UE

- Gratuité** totale de l'éducation (y compris cantines scolaires)
- Embauche** massive d'enseignants

- Suppression du **forfait hospitalier**
- Prise en charge à 80% de tous les **frais médicaux**

- Hausse de l'**impôt sur le revenu**
- Impôt sur les sociétés** à 50% des bénéfices
- Suppression des **niches fiscales**

- Hausse volontaire du **temps de travail**
- Stock-options** aux salariés
- Non-remplacement d'un **fonctionnaire** sur 2

- Amélioration des **retraites** des femmes ayant cessé leur activité pour leurs enfants
- Possibilité de **travailler** en touchant sa retraite
- Alignement des **régimes spéciaux**

- Vendre 40 000 **logements sociaux** par an à leurs occupants
- Déduire des impôts les **intérêts de l'emprunt**

- Hausse des **indemnités chômage** (bas salaires)
- Allocations familiales** aux familles avec un enfant
- Exonération** d'impôts/charges pour les heures sup.
- Bouclier fiscal** à 50%

- Ministère du **développement durable**
- Crédits d'impôts pour les **investissements écologiques**
- TVA réduite** pour les produits écologiques
- Maintien du **nucléaire**

- Les **récidivistes** âgés de 16 à 18 ans considérés comme majeurs
- Peines plancher** pour les multi-récidivistes
- Rapprochement **police-gendarmerie** et fusion RG-DST

- « **Immigration choisie** »
- Regroupement familial** conditionné aux revenus et au logement
- Obligation d'**apprendre à lire et écrire** le français
- Ministère de l'immigration et de l'identité nationale**

- Gouvernement économique de la **zone Euro**
- Refus de l'adhésion de la **Turquie**
- Mise en place d'un **mini-traité** pour rénover les institutions

- Classes de 15 élèves dans les **ZEP**
- Service civique** (6 mois)
- Allocation de **formation** (300 €)
- IUT et licences pro** : doublement des places

- Placement sous tutelle des **allocations familiales**
- Délinquants sexuels** : obligation de soins pour obtenir une liberté conditionnelle

- Alignement des **honoraires** des généralistes sur ceux des spécialistes
- Franchise sur les **actes médicaux**
- Remboursement** à 50% (dentaires + optiques)

- Droits de succession** : exonération pour 95% des Français
- Défiscalisation des **emplois à domicile**
- « **TVA sociale** »
- Pas plus de 2 mandats pour le **Président**